

Convention collective départementale

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

**IDCC : 436 | OUVRIERS  
(Charente-Maritime)**

**Dénonciation par lettre du 12 février 2018**

de la CAPEB Charente-Maritime de la convention collective départementale  
du 21 septembre 1967 et de l'ensemble de ses avenants

NOR : ASET2150895M

IDCC : 436

CAPEB Charente-Maritime,  
107, avenue Michel-Crépeau,  
BP 40065,  
17003 La Rochelle Cedex 1

La Rochelle, le 12 février 2018.

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'opération de restructuration des branches engagée en application de la loi du 5 mars 2014 et conformément à l'article L. 22610 du code du travail, nous vous notifions par le présent courrier la dénonciation de :

■ La convention collective départementale de Charente-Maritime du 21 septembre 1967 et l'ensemble de ses avenants.

Cette dénonciation fait courir un préavis de 6 mois.

En conséquence la CAPEB de Charente-Maritime, donne mandat à la confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), 2, rue Béranger, 75140 Paris Cedex 3 pour procéder à la négociation des textes de substitution au texte ci-dessus dénoncé, en application de l'article L. 2261-10 du code du travail.

Les accords de salaire, indemnités de petits déplacements et indemnités pour les maîtres d'apprentissage confirmés restent en vigueur. Une fois les nouvelles conventions collectives nationales conçues, ces accords feront l'objet d'avenants à ces conventions collectives nationales. Ils demeureront négociés au niveau local, à l'exclusion du premier avenant correspondant.

La présente dénonciation fera l'objet d'un dépôt, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, auprès de l'administration.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le président.